

Maurras était un vrai patriote, et sur l'antisémitisme, silence la gauche !



"Sans les chefs, sans les saints, sans les héros, sans les rois, l'histoire est inintelligible."

**Charles Maurras,
Mes Idées politiques**

On ne peut reprocher à un homme engagé uniquement le côté que

l'on juge négatif, si le côté que l'on juge positif l'emporte !

Inscrit au programme des commémorations du ministère de la Culture pour 2018 (Maurras aurait eu 150 ans cette année) la ministre, Mme Nyssen, l'a retiré des documents officiels afin de « lever l'ambiguïté sur des malentendus qui sont de nature à diviser la société française ».

Existe-t-il une société plus divisée que la société française ?

De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, ont fait déposer des gerbes en hommage au maréchal Pétain, ils ne se sont pas préoccupés de la division de la société française !

De nombreux intellectuels ont admiré les écrits de Charles Maurras : De Gaulle, Malraux, Kessel, Proust, Cocteau, Roger Nimier, Jacques Laurent, Michel Déon, Antoine Blondin, etc.

Que les juifs lui reprochent avant tout son antisémitisme, on peut le comprendre et même l'admettre, mais que la gauche, socialiste et communiste, réclame ce retrait peut difficilement se comprendre, ni s'admettre.

Cette gauche qui a collaboré avec les nazis jusqu'en 1941 et a, en quelque sorte, été complice de l'extermination de 6 millions de juifs.

Cette gauche qui a élu Mitterrand, au service du maréchal Pétain et du gouvernement de Vichy (décoré de la francisque) et ami de très nombreux « collabos », impliqués dans la rafle des juifs, comme René Bousquet, Jean-Paul Martin, Jacques Saunier et quelques autres, non, de grâce, pas la gauche.

Ni les juifs, ni surtout la gauche, ne peuvent, en aucun cas, reprocher à Charles Maurras sa loyauté et son patriotisme envers sa Patrie, la France !

Journaliste politique et littéraire le plus prolifique du

siècle, Maurras dresse un bilan négatif de la révolution française et défend un programme fondé sur la famille, la hiérarchie sociale, la commune, la participation citoyenne, l'indépendance du gouvernement par rapport aux divisions des opinions.

Il se montre moins affirmatif qu'Ernest Renan qui affirme que « Le jour où la France a coupé la tête de son roi, elle a commis un suicide ! ».

Malgré cela il concède que la République est encore le meilleur gouvernement pour le pays.

Fondamentalement attaché à la décentralisation, il estime que la république a fait des Français non pas des citoyens mais des administrés.

L'antisémitisme de Maurras est né avec l'affaire Dreyfus. Il était antidreyfusard, mais la moitié de la France l'était et Maurras encore davantage car il éprouvait un patriotisme viscéral face au danger allemand.

L'affaire Dreyfus fut à l'origine de la naissance de l'Action Française, qui avait comme principal objectif de lutter contre la trahison. Non pas celle supposée de Dreyfus mais celle de ceux qui le soutenaient sans savoir : les « Dreyfusards »

Maurras défendait avant tout l'armée contre une justice qui lui portait tort et nuisait à la préparation d'une guerre inévitable. Il soutenait l'armée coûte que coûte afin d'éviter un nouveau désastre contre l'Allemagne.

En 1930, il écrira : « *Si Dreyfus était innocent alors il fallait le nommer maréchal de France, mais fusiller une bonne douzaine de ses accusateurs* ».

Dès 1911, et la crise d'Agadir, il s'élève contre Joseph Caillaux et estime que la République a mis la France en retard sur l'Europe entière alors que les ennemis sont prêts.

Il souligne la supériorité de l'Allemagne : « *Alors que nous perdions notre temps dans la lutte des classes, Guillaume II négociait avec les socialistes et ses financiers.* »

Il dénonce la campagne antimilitariste des socialistes contre « la folie de l'armement » et la faiblesse des budgets militaires qui conduira au massacre de la jeunesse française.

Il dénonce les industriels traitant avec l'Allemagne, soutenu par Poincaré et Clémenceau, qui lui doit de se retrouver à la tête du gouvernement.

Il met en garde contre le règne de l'argent et son emprise sur les intellectuels.

Poincaré le félicite d'avoir rendu un immense service à la France en l'obligeant à faire son examen de conscience.

Il combat l'influence germanique qui grandit en Espagne, en particulier dans les milieux catalans.

Dès 1918, Charles Maurras réclame une « paix française », qui doit affaiblir l'Allemagne et servir au mieux les intérêts de la nation, notamment par une division de l'Allemagne, l'annexion du Landau et de la Sarre, un protectorat français sur la Rhénanie. Il affirme que si l'on ne démantèle pas l'Allemagne, celle-ci se réorganisera. Il appelle à la vigilance.

Dès 1934 la perspective d'une guerre civile lui répugne. Il ne peut taire sa haine contre Léon Blum : « *C'est un monstre de la république démocratique, un détritius humain. C'est un homme à fusiller, mais dans le dos.* ».

Le 21 juillet 1936 Maurras est condamné à 8 mois de prison ferme, qu'il exécute à la prison de la Santé. Le 8 juillet 1937, plus de 50.000 parisiens viennent lui rendre hommage à l'occasion de sa libération, en présence du maréchal Joffre.

Charles Maurras est élu à l'Académie Française le 9 juin 1938.

Par les services de renseignement de Poincaré, Maurras a des informations précises sur Hitler et il prévient quotidiennement sur les dangers du national-socialisme et la menace hitlérienne : « L'un des plus grands dangers pour la France. »

Allié au général Weygand, Maurras dénonce la politique de désarmement de la France et la politique de la gauche française qui « *offre l'encens, le pain, le sel et la génuflexion* » à Hitler et prépare l'abattoir nazi.

« *Il n'y a pas de plus grand danger que l'hitlérisme et le soviétisme. L'avenir le vérifiera.* »

Il refuse tout ménagement possible avec Hitler. La menace allemande constituera le fil rouge de ses préoccupations. Maurras interviendra même auprès de Franco, en accord avec le maréchal, pour que le dictateur refuse à Hitler de traverser le territoire espagnol pour envahir l'Afrique-du-nord. Ce qui a eu un impact très important sur l'issue de la guerre.

Il prône une alliance avec l'Angleterre « jusqu'à l'extrême limite possible ».

Il soutient le gouvernement Daladier dans sa volonté d'interdire le Parti Communiste qui participe à des sabotages au profit des nazis.

Tout en apportant un soutien sans faille à l'effort de guerre, Maurras approuve l'armistice, comme la très grande majorité des Français, et apporte son soutien au maréchal Pétain qui « *permettra l'unité française, donc le redressement de la France et les conditions de la revanche contre l'Allemagne et cela indépendamment de toute considération idéologique car elle est la condition de l'espérance* ».

Le gouvernement de Vichy, soit, mais pas la politique de collaboration, car il est totalement et profondément germanophobe.

Charles Maurras est signalé comme un adversaire par les autorités d'occupation et la Gestapo. Il est désigné comme l'une des personnalités à arrêter dès l'occupation.

De nombreux résistants lui rendront hommage, indiquant qu'il a influencé leur décision d'entrer en résistance : le colonel Rémy, Honoré d'Estienne d'Orves, Michel de Camaret, Henri d'Astier de la Vigerie, Pierre de Bénouville, Daniel Cordier, etc.

En revanche il est dénoncé par Robert Brasillach, Déat, Rebatet, Cousteau.

Dès avant la Libération de Paris, dont il félicite le général Leclerc, il est féroce antigaulliste par hantise de la guerre civile qui se profile, selon lui.

Maurras fut antisémite, certes, car, pour lui, « *l'intérêt juif rentrait fatalement en concurrence avec l'intérêt français* », mais il a-t-il, pour autant, atteint un degré aussi élevé dans l'antisémitisme qu'un Voltaire, un Marx, un Jaurès et même un Clemenceau, qui ont eu, contre les juifs, des mots d'une dureté extrême.

L'antisémitisme de Maurras, né sous Dreyfus, s'est activé par la haine qu'il a éprouvée pour Léon Blum et Schrameck, ministre de l'Intérieur en 1925. Son antisémitisme faisait une différence entre « *l'antisémitisme de peau et l'antisémitisme d'Etat* ». Il condamnait l'antisémitisme racial et biologique car il estimait que l'état ne devait en vouloir ni à la foi religieuse des israélites, ni à leur sang, ni à leur biens. Il ne s'agissait pas, pour lui, de flétrir une race.

« *L'unique mobile de ma vie fut l'espoir de rencontrer la vérité* » (Charles Maurras).

Manuel Gomez